



21 juin 2021

Nous, les organisations civiques éthiopiennes soussignées en Europe et en Amérique du Nord, avons appris qu'un groupe d'organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme exhorte les États membres du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH) à adopter une résolution à sa 47ième session à venir sur la situation au Tigré, en Éthiopie.

En tant qu'Éthiopiens en Europe, engagés dans la défense des intérêts de l'Éthiopie, nous sommes les premiers à être consternés par les rapports d'atrocités qui ont suivis les mesures nécessaires et légitimes par le gouvernement fédéral en novembre 2020 pour rétablir l'état de droit dans la région du Tigré. Cette opération était une réponse à une attaque non provoquée contre les forces de défense nationale de l'Éthiopie par le groupe terroriste armé sous le nom du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF).

Nous rejetons toute forme de violation des droits humains, y compris les agressions sexuelles, les exécutions extrajudiciaires et la mise en danger de la vie des civils en toutes circonstances. À cet égard, nous pensons que l'Éthiopie, en tant que pays souverain doté d'une juridiction fédérale, devrait prendre les mesures nécessaires pour enquêter sur les allégations des violations des droits, les crimes associés et traduire les auteurs en justice. En tant qu'État souverain, le gouvernement éthiopien est en train de s'acquitter efficacement de sa responsabilité envers ses citoyens dans un environnement extrêmement difficile et des ressources limitées.

Comme vous le savez, une enquête conjointe est en cours sur les allégations d'abus commis par la Commission éthiopienne des droits de l'homme et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Dans une [première lettre adressée à son Excellence Madame Bachelet](#) le 4 janvier 2021, et une [seconde datée du 15 mars 2021](#), les Éthiopiens appellent et se mobilisent à Genève d'une telle collaboration et nous sommes ravis qu'elle se soit [concrétisée quelques jours plus tard, le 25 mars 2021](#).

Les enquêtes conjointement menés avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sont en train de bien de dérouler. Les rapports de conclusions et de recommandations seront publiés dès que les travaux seront terminés. Les récents rapports et poursuites du procureur général fédéral éthiopien contre des membres du TPLF ainsi que des membres des Forces de défense nationale éthiopienne démontrent l'engagement du gouvernement au service de la justice. Voici quelques-uns des enquêtes en cours :

1. La Commission éthiopienne des droits de l'homme, le [Bureau du procureur général](#), les procureurs des tribunaux militaires, et les procureurs de la police fédérale ont mené leurs propres enquêtes sur toutes les allégations. À ce jour :

- 28 soldats sont poursuivis pour meurtre et mise en danger de vies civiles par les tribunaux militaires.
- 25 soldats sont poursuivis pour suspicion d'agressions sexuelles.
- 3 militaires ont été condamnés pour viol.
- 1 soldat est condamné pour meurtre de civils.

2. La Commission des droits de l'homme des Nations Unies et la Commission éthiopienne des droits de l'homme sont actuellement mener leur propre enquête indépendante commune, dont nous attendons également le résultat avec impatience.

3. L'Union africaine a également officiellement ouvert sa propre enquête indépendante le 17 juin 2021. Alors qu'il existe des preuves tangibles d'un effort concerté pour protéger les Éthiopiens du Tigré et pour condamner ceux qui ont commis violations, nul doute que l'appel à une résolution du groupe des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme est pour le moins contre-productif à l'extrême. Il contient des allégations non vérifiées et non fondées qui tentent de créer des effets de sensations sur des faits et des défis graves and sérieuses sur le terrain. L'appel fait écho du même récit des restes du groupe terroriste (TPLF) moribond, un groupe utilisant systématiquement des mensonges sur les droits de l'homme à des fins politiques. Certaines ONG reprennent sans critique ces mensonges et allégations essayant d'exercer une pression injustifiée sur l'Éthiopie par le biais du Conseil des droits de l'homme.

Cette demande est criblée de récits perturbateurs et de conclusions radicales plutôt que d'une compréhension complète des circonstances et toutes les mesures d'atténuation pour aider à améliorer la situation. Ce que nous attendons des organisations de défense des droits humains et des ONG est de l'aide humanitaire afin d'éviter la souffrance immédiate de notre peuple au Tigré et non des accusations grossières et infondées et le mépris des efforts de nombreux Éthiopiens.

Inutile de dire qu'une telle résolution est également préjudiciable aux victimes car une enquête conjointe est menée avec le plus grand contrôle et l'indépendance. De plus, nous pensons qu'un tel appel vise à nuire à la collaboration efficace entre le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et un État membre (Éthiopie) engagé dans des actions exemplaires vers des transformations institutionnelles pour améliorer son bilan en matière de droits humains.

Nous invitons les États membres du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à réitérer leur soutien à l'enquête en cours. Le Conseil devrait consolider la collaboration avec le gouvernement éthiopien afin qu'il assure sa responsabilité de prévenir les violations des droits de l'homme dans le Tigré et le reste de l'Éthiopie. Par ailleurs, nous souhaitons attirer votre attention sur les [récents points de presse](#) du Bureau du Premier ministre éthiopien, la [déclaration du vice-premier ministre](#) qui, selon nous, aidera à clarifier les [nombreuses idées fausses sur la situation au Tigré](#) à la suite de campagnes de désinformation coordonnées menées par les agents du TPLF à l'étranger qui tentent de tromper les États membres, comme en témoigne l'appel susmentionné du groupe d'ONG.

Nous espérons sincèrement que cette lettre s'avérera utile pour clarifier la situation dans la région du Tigré en Éthiopie.

Veillez agréer les assurances de notre très haute considération.

1. The Defend Ethiopia Task Force in Europe organized in Belgium, Czech Republic, France, Germany, Ireland, Italy, Norway, Spain, Sweden, Switzerland, the Netherlands and the United Kingdom.
2. Network of Ethiopians in Geneva for Action Taskforce (NEGAT)
3. Association of Ethiopians in Scotland
4. Voice of Ethiopia, Ireland
5. Ethio Canadian Network for Advocacy and Support
6. Global Ethiopian Advocacy Nexus (Glean)
7. World Ethiopians Federation